

letemps.ch – 15. März 2023 11:39

Suisse

## Thomas Borer: «La Suisse doit réinventer sa neutralité»

*«L'actuelle neutralité militaire permanente doit être remise en question. Elle n'est pas un but en soi», tranche l'ancien ambassadeur devenu célèbre dans les années 1990 comme chef de la task force sur les avoirs en déshérence*

Michel Guillaume

La situation ne manque pas de piquant. En automne dernier, le Conseil fédéral n'a pas suivi Ignazio Cassis, dont le Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE) avait présenté un rapport prônant une «neutralité coopérative», qui aurait permis une plus grande souplesse dans la réexportation d'armes. Le gouvernement en restait donc à la neutralité telle qu'il l'avait esquissée en 1993. A l'époque, c'est Thomas Borer, jeune diplomate travaillant dans la section responsable du droit international du DFAE – devenu par la suite chef de la task force sur les avoirs en déshérence, ambassadeur de Suisse en Allemagne et aujourd'hui consultant – qui avait rédigé ce rapport. Dans une interview au Temps, ce même Thomas Borer, qui a par le passé conseillé des hommes d'affaires russes comme ukrainiens, plaide aujourd'hui pour une évolution de la neutralité, précisément dans le sens envisagé par Ignazio Cassis.

Le Temps: Vous êtes l'auteur du rapport sur la neutralité de 1993, celui que le Conseil fédéral considère comme encore valable. Quelle était la situation géopolitique d'alors ?

Thomas Borer: En 1989, la guerre froide a pris fin avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS. L'Europe était en passe de devenir un continent pacifique. La plupart des pays d'Europe de l'Est se transformaient en démocraties, même la Russie semblait vouloir suivre cette voie. Les États-Unis étaient la seule superpuissance, la Chine n'était pas encore un poids lourd géopolitique à l'époque. En conséquence de ces développements, la neutralité a au fur et à mesure perdu de son importance en tant qu'instrument de politique étrangère. Par contre, d'autres outils, comme la coopération et la solidarité internationales, ont fortement gagné en pertinence pour faire valoir les intérêts de la Suisse en ces temps de paix relative.

### Le succès de la neutralité suisse n'a-t-il pas consisté à l'interpréter à géométrie très variable ?

Absolument. La neutralité n'est pas gravée dans le marbre une fois pour toutes. Depuis son apparition au XVI<sup>e</sup> siècle, les Confédérés ont toujours adapté leur position de neutralité («Stillesitzen») aux nouvelles conditions géopolitiques. Il est pour cela primordial de rappeler que la neutralité n'est qu'une composante parmi d'autres, un des outils si l'on veut, de la politique étrangère que la Suisse peut employer. Elle n'est pas un objectif en soi.

Lire aussi: [Alain Berset fâche son camp avec ses déclarations sur la neutralité](#)

### Comment a-t-on justifié à l'époque la reprise des sanctions contre l'Irak, puis la Serbie?

Le droit de la neutralité n'impose que peu de restrictions au pays neutre. En particulier, il n'y a pas de neutralité d'opinion ni de neutralité économique. Le pays neutre peut tout à fait s'engager au niveau international en faveur de valeurs fondamentales telles que la paix, la démocratie, l'Etat de droit et les droits de l'homme. C'est pourquoi, lorsqu'un État viole le

droit international fondamental, par exemple en menant une guerre d'agression, comme l'Irak ou la Serbie à l'époque, la Suisse peut participer aux sanctions économiques prises par la communauté occidentale contre de tels contrevenants et perturbateurs de la paix. Cela est conforme au sens et à l'esprit de la neutralité.

### **Le monde a complètement changé depuis votre rapport de 1993. Ne faudrait-il pas aussi réinventer la neutralité ?**

Certainement. La situation géopolitique de la Suisse a fondamentalement changé depuis 1945, puis depuis 1989. Nous sommes «encerclés» par des Etats démocratiques et pacifiques, tous unis au sein de l'UE et de l'OTAN, avec lesquels nous partageons les mêmes valeurs du droit international ainsi que des valeurs culturelles au sein de nos sociétés. Une guerre entre ou contre ces Etats est impensable dans notre cadre actuel. La neutralité militaire permanente doit donc être remise en question, car, comme indiqué, elle ne représente qu'un des multiples moyens d'atteindre nos objectifs de politique étrangère. La neutralité ne doit pas être considérée comme une fin en soi.

Lire encore: [Armes suisses en Ukraine? Le Conseil national dit un demi-oui qui équivaut à un non](#)

### **La neutralité coopérative d'Ignazio Cassis, qui permettrait les réexportations d'armes, serait-elle une piste à suivre ?**

Tout à fait! Je regrette que le Conseil fédéral dans son ensemble ne se soit pas engagé dans une discussion à ce sujet. En tant qu'Etat, la Suisse a tout intérêt à ce que le système de sécurité international fonctionne et à ce qu'il existe un ordre de paix fondé sur le droit international et sur l'interdiction du recours à la force. Nos amis de l'Union européenne s'engagent en ce sens. Ne serait-il donc pas dans le meilleur intérêt de la Suisse de les soutenir dans ces efforts, par exemple en autorisant la réexportation d'armes ou la livraison des chars dont nous n'avons plus besoin?

L'image de la Suisse à l'étranger pourrait-elle être ternie si nos voisins européens (France, Allemagne, Espagne) comprennent notre neutralité comme une forme d'hypocrisie?

Je m'entretiens régulièrement avec des femmes et hommes politiques en Allemagne. Là-bas, on reproche en effet à la Suisse une certaine attitude égoïste et nous faisons face à une incompréhension en ce qui concerne l'interdiction d'exporter ou réexporter des armes. Notre image en souffre en conséquence. Personnellement, je vendrais à l'Allemagne les chars qu'elle souhaite, mais j'insisterais discrètement pour que l'UE fasse des concessions à la Suisse lors des négociations sur un accord-cadre. Nous, les Suisses, sommes de bons Européens, c'est pourquoi il faut aussi faire des concessions sur les questions économiques qui sont importantes pour nous. C'est ainsi que fonctionne une bonne politique d'intérêts.

Lire aussi: [L'Allemagne se fait toujours plus insistante sur les réexportations d'armes](#)

Retrouvez [notre dossier sur la question de la neutralité](#).